

Le Hub santé, boîte à idées des acteurs du médical

Lors de ce débat, les participants du Hub Santé, organisé par le Groupe Nice-Matin à La Seyne, ont égrainé à tour de rôle leur proposition qu'ils considèrent comme la plus importante.

Une trentaine d'acteurs du monde de la santé dans le Var a répondu lundi soir à une proposition de *Var-matin* : débattre ensemble, faire émerger des idées au sein d'un Hub santé, un espace de rencontres et de discussions ouvert à l'ensemble des intervenants du secteur. Et ils en ont des choses à dire – et encore plus à proposer ! – sur des sujets aussi divers que la prévention, les problèmes de financement, les difficultés de recrutement, la délégation de tâches, la santé mentale ou l'innovation, pour n'en citer que quelques-uns. Il y a clairement matière à débat et c'est ce débat que *Var-matin* leur propose d'instaurer. La santé, « c'est le premier sujet d'intérêt de nos lecteurs et vous avez beaucoup de choses à leur dire, leur a déclaré Adèle Tanguy, directrice de la régie du Groupe Nice-Matin, en les accueillant au Casino Joa à La Seyne, aux côtés d'Olivier Marino, rédacteur en chef de *Var-matin*. Je suis ravie de vous faire cette proposition du Hub santé, qui existe depuis déjà 5 ans dans les Alpes-Maritimes, parce qu'on s'est rendu compte à quel point cette initiative était importante pour fédérer tous les acteurs de la santé et leur permettre de se faire entendre à travers nos pages. »

Réunir en dépassant les clivages

« Conçu comme une boîte à idées ou un think tank », adossé aux pages magazine santé hebdomadaires du journal, « ce Hub santé réunit des acteurs – publics, privés, mutualistes ou associatifs – dont on s'est rendu compte qu'ils ne se connaissent pas ou peu et qu'ils ont finalement peu l'occasion de se rencontrer », a poursuivi Nancy Cattan, cheffe du service santé de *Nice-Matin*. Et il les réunit « en dépassant les clivages : public/privé, hôpital/ville, entre professionnels aussi ».

Lundi soir, pour ce premier débat dont on espère qu'il sera suivi de beaucoup d'autres, le thème proposé était de circonstance, à quelques jours du premier tour : « Vos propositions pour la présidentielle ». « Force est de constater, a commenté Nancy Cattan en préambule, que les programmes des candidats sont assez pauvres, et que le sujet n'a été que très peu abordé durant la campagne. » Nos interlocuteurs, eux, ont été beaucoup plus prolixes et ont démontré la force et la pertinence de leurs propositions ! C. M.

Les participants à ce Hub santé ont été invités à présenter « la décision la plus importante » qui devrait selon eux être mise en œuvre par le prochain gouvernement.

Refondre le système

Premier à prendre la parole, le Dr Jean-Marc le Gall, médecin généraliste et président du conseil de l'Ordre des médecins dans le Var estime qu'« il n'est plus question de sauver le système de santé, il faut le refondre complètement. » Il a cité l'enquête du conseil national de l'Ordre, « Soigner demain », qui définit une première priorité : « Garantir l'accès démocratique aux soins des patients », ce qui passe par « la reconstruction d'une démographie sanitaire à l'échelon des territoires ».

Coordonner

En attendant que les professionnels formés soient en nombre suffisant, « il faudra réorganiser le système sinon on n'y arrivera pas » a poursuivi Yann Le Bras. Sa proposition : « Dans les réformes en cours qui pourraient s'appliquer au Var, il y a le SAS, le système d'accès aux soins. Expérimenté dans certaines régions, il donne plus de marge de manœuvre aux acteurs locaux. »

Déléguer

Autre piste avancée : la délégation de tâches. Un sujet polémique pour l'Ordre des médecins ? « Pas du tout si elle est coordonnée » rétorque le Dr Le Gall. « Il faut un vrai parcours de soins avec un vrai coordonnateur et cela peut être un infirmier de pratique avancé (IPA), un kiné ou un autre professionnel, selon les cas ! » Un avis partagé par le Dr Laurence Pallier, médecin généraliste



Refondre le système, former, recruter, coordonner, innover, faire évoluer la psychiatrie... telles étaient quelques-unes des propositions citées. (Photo Franz Chavaroché)

et directrice du Comité départemental d'éducation pour la santé (CODES 83), qui précise : « À condition toutefois que le travail de coordination soit reconnu et valorisé, ce qui n'est pas le cas pour les IPA ! »

Faire évoluer la psychiatrie

Il a aussi été beaucoup question de santé mentale et de psychiatrie « un des secteurs de la médecine les plus sinistrés » en termes de recrutement, a rappelé Jean-Marc Bargier, le directeur du centre hospitalier Henri-Guérin de Pierrefeu. Il l'explique en partie par « la dimension particulière de la discipline, la complexification des processus mais aussi par des évolutions sociologiques. » La jeune génération de professionnels ne serait pas en phase avec les « attendus du système » qu'il faut donc « faire évoluer » d'abord en « donnant une vision plus moderniste. » « 90 % des activités de

prise en charge se font en ambulatoire, on prend un virage réellement inclusif avec le projet territorial de santé » a-t-il ainsi listé. Une proposition concrète : « Former des IPA en psychiatrie » et ouvrir « encore plus » le numerus clausus.

S'appuyer sur les bénévoles

Les associations en soutien ? La proposition des bénévoles de France Alzheimer 83 s'est adressée aux professionnels, plus qu'aux candidats : « Envoyez-nous les patients, adressez-nous les familles en difficulté. Nous sommes en capacité de les aider, de les accompagner, de former les aidants » ont expliqué Arlette Marrone, présidente, et le Dr Yves Carteau, vice-président.

Miser sur la prévention

Dans le même ordre d'idée, Lu-

cienne Roque, présidente de la Maison Sport Santé, et le Dr Jean-Marie Lamoulère, vice-président du comité départemental olympique et sportif, ont insisté sur l'importance de la prévention, de l'activité physique adaptée en particulier et plus globalement de toutes les thérapeutiques non médicales. En résumé, on peut soulager la pression sur le curatif, en misant sur le préventif, c'est-à-dire en empêchant les gens de tomber malades ! « Les Suédois, a ainsi souligné le Dr Lamoulère, ont la même espérance de vie que nous mais grâce à la prévention, ils vivent 10 ans de plus en bonne santé physique et mentale ! »

Sandrine Falasco, présidente de la délégation territoriale de la Mutualité Française Sud, a mis en avant, dans ce domaine, le rôle des mutuelles, qui engagent énormément d'actions de prévention, avec pour seuls freins « les financements et le maillage territorial ».

Innover

Une dernière proposition ; celle d'Anne Billiemaz, des laboratoires Cerballiance. « Ne pas oublier de miser sur l'innovation. La crise sanitaire a permis d'innover et de trouver des solutions, on doit continuer sur la lancée. »

Et un constat pour finir, livré par Patrice Capelli, directeur commercial de la mutuelle EMOA après « ces échanges très nourris sur des sujets variés » : « Je me dis que si on faisait les choses de cette façon, si on entamait une discussion à hauteur d'hommes, on serait peut-être plus efficaces ! »

Mais aussi... former et recruter

Autre proposition, de Xavier Vaillant, directeur du groupe Elsan (polyclinique des Fleurs, cliniques du Cap d'Or et Saint-Michel) : « On a besoin de professionnels, il faut arrêter de recaler aux concours des élèves qui ont 15 de moyenne et prendre en compte notre capacité à aider les hôpitaux pour former plus d'internes ! La formation est un enjeu national et la médecine un métier de compagnonnage. Si on accueille plus d'étudiants au centre hospitalier ou dans les cliniques, tout le territoire en profitera. On est face à un besoin historique, il faut y aller ! »

Une position partagée par Yann Le Bras, directeur du Centre hospitalier intercommunal Toulon/La Seyne, qui estime que le choc démographique est

encore devant nous malgré la suppression du numerus clausus à l'entrée des facultés de médecine. « Quand un praticien part à la retraite, il en faut trois pour le remplacer. Les contraintes ont changé, les gens ne travaillent plus autant et les besoins sont croissants » constate-t-il. « Ces efforts en matière de formation doivent également porter sur les professions paramédicales » ajoute-t-il. « Trouver des soignants, c'est notre principal problème, confirme aussi Philippe Lovato, directeur du centre de soins de suite et de réadaptation Pierre Chevalier à Hyères. Il faut accroître les effectifs dans les formations pour arriver à recruter, mais aussi proposer de meilleures conditions de travail, adaptées à ce que veulent les salariés. »